



Communiqué de Solidaires Mayotte du 14 Avril 2016.

Depuis 2015, un vaste mouvement de contestation s'installe à Mayotte. Les revendications essentielles portent, pour le secteur privé sur la transposition du code du travail.

Pour le secteur public, il s'agit de revoir le classement des anciens agents de la collectivité passés sous contrat fonction publique.

De revoir le taux d'indexation au moins égal à celui de la Réunion.

D'aborder la question de l'attractivité du territoire.

De revoyure en revoyure, de rencontres d'agents ministériels en rencontres jusqu'à la venue de Me Pau Langevin en Novembre dernier qui, pour notre grande déconvenue est venue les mains vides, rien de rien, à se demander si elle connaissait la situation.

Face à ce bilan négatif et le mépris ressenti, l'intersyndicale dont Solidaires reste un acteur essentiel décide de durcir le mouvement en appelant à la grève.

Rappelons qu'en Novembre 2015, des acteurs de Solidaires national FP sont venus à Mayotte se rendre compte de la situation.

Les trois FP avaient dressé un bilan catastrophique qui a pu être vérifié par la délégation nationale.

Grève illimitée donc, partagée par une grande majorité de la population mahoraise qui n'acceptait déjà plus que l'Etat délaisse complètement Mayotte.

L'intersyndicale, suite aux graves événements de Novembre 2015 décide de suspendre le mouvement mais pas ses revendications légitimes.

Or, le gouvernement stoppe toute discussion et négociation.

De relance en relance, la préfecture ne nous entendant plus, fin Mars 2016, l'intersyndicale réunissant toute les grandes fédérations dont Solidaires, décide de relancer le mouvement de grève et ce, pour qu'enfin la population soit entendue.

Un mouvement qui depuis, ne cesse de prendre de l'ampleur.

Ce sont des barrages quotidiens qui ont pour but de bloquer les institutions publiques, d'impliquer la population qui soutient les mouvements tant elle est excédée de constater que rien ne bouge, que Mayotte est en train de sombrer, que Mayotte semble un département oublié.

Jusqu'à Aujourd'hui Jeudi 14 Avril où une délégation constituée d'un membre de chaque fédération s'envole vers la capitale pour être reçue demain par les chefs de cabinet de trois ministères, ceux de la FP, de l'outre mer, du travail.

Le mouvement continuera tant que le gouvernement ne nous donnera pas des réponses acceptables.